

# Lettre aux Tradis

« L'Avenir Agricole » de la Mayenne publiait, dans son édition du 18 septembre 1982, un interview-témoignage d'éleveurs traditionnels (les « Tradis »), dont voici un extrait :

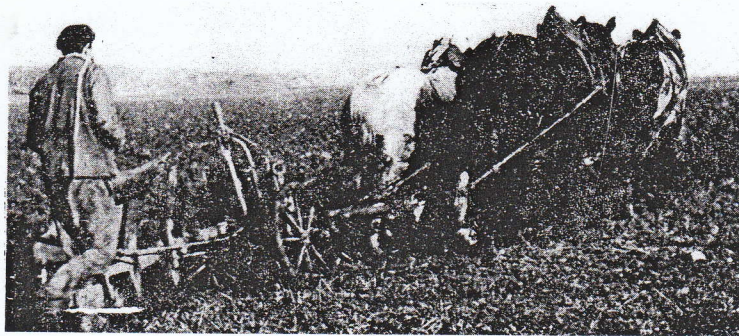
- « Avenir Agricole » : Irez-vous aux réunions sur le développement ?
- Madeleine : Sûrement pas. On serai. ridiculisé. On ne peut pas rivaliser avec des gens qui ont 30 laitières et tout moderne.
- Constant : Pourtant on représente la moitié des agriculteurs et notre situation n'est pas toujours facile.

La semaine suivante paraissait la « Lettre aux Tradis » de la commission agricole du P.S.U. du département. Nous la reproduisons ici.

Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt le témoignage des Tradis publié dans l'Avenir Agricole du 18 septembre.

Vous n'irez pas, dites-vous, aux réunions des Etats Généraux sur le Développement. On vous comprend car développement a été trop souvent synonyme de modernisation et intensification. Ce développement-là n'est possible que s'il est sélectif. De même que tous les Français ne peuvent pas avoir une résidence secondaire au bord de la mer (les côtes ne seraient pas assez longues), de même tous les agriculteurs ne peuvent faire un plan de développement (enveloppes de prêts insuffisantes et excédents de production).

Cela veut dire que le développement des uns n'a été possible que parce que les autres sont restés traditionnels ou ont cessé d'exploiter. On comprend donc bien que vous



n'avez pas envie d'aller discuter de développement avec les développés.

Et pourtant ! Dans les réunions, les développés parleront d'une agriculture plus autonome, plus économe. Eux qui ont besoin de soja importé. Eux qui consomment beaucoup de pétrole (motorisation, engrais). Eux qui ne pourraient vivre de leur production sans le soutien des marchés (pour le lait, par exemple, le coût du soutien du marché représente 25 à 30 centimes par litre de lait, soit approximativement la rémunération du travail; même chose pour les céréales). Eux qui

ont profité de la plus grosse partie des prêts bonifiés (pour un plan de développement, la subvention équivalente est en moyenne de 10 millions d'anciens francs).

A une période où l'on parle d'agriculture plus économe et de la nécessité de maintenir les emplois, il est vraiment dommage que les Tradis laissent la parole aux développés. D'autant plus qu'une partie de ces développés a conscience que le productivisme n'a pas amélioré leurs conditions d'existence.

Soyons au moins d'accord pour que cesse l'inégalité de la répartition des aides (qu'il y ait un plafond par travailleur aussi bien pour les bonifications de prêt que pour le soutien des marchés...), ce qui veut dire la mise en place de prix différenciés). Ainsi cesserait la course à l'élimination et le fossé entre développés et tradis pourrait commencer à se combler au lieu de continuer à s'élargir.

Ne vous laissez pas éliminer.

Commission agricole P.S.U.  
de la Mayenne.

